

---

# LES ORIGINES ET L'EVOLUTION DE LA CRISE ISLANDAISE

---

EMMANUEL JACQUES \*

L'Islande est un pays merveilleux aux confins du plateau continental européen, au nord de l'Écosse. Sa population de seulement 320 000 habitants aujourd'hui (beaucoup moins il y a cinquante ans) était pauvre et vivait en autarcie avec pour seul revenu la pêche. Son principal handicap était en effet, son isolement géographique. Cependant, le développement des transports maritimes et aériens après la Seconde Guerre mondiale et l'abaissement des droits de douane dans le monde développé, lui a permis d'exporter sa production. Ainsi, depuis 1950, un bien être matériel relatif est né de l'opportunité offerte aux Islandais de sortir de leur isolement. Ce bien être s'est traduit dans le taux de fécondité de l'après guerre. Aujourd'hui, la moyenne d'âge de la population de l'Islande n'est que de 37 ans ! L'Islande s'est investie considérablement dans l'éducation et la formation de sa population suite à l'élévation de son niveau de vie.

Ainsi, lorsque la révolution technologique de l'économie numérique est apparue, la nouvelle génération issue du baby-boom de l'après guerre, formée dans l'excellence éducative et l'ouverture sur le monde, a profité pleinement de l'effet de démultiplication que confèrent l'informatique et Internet. L'adhésion de l'Islande à l'Espace économique européen en 1994, l'a arrimée définitivement à l'Europe tout en lui offrant un nouvel espace de liberté pour entreprendre.

Au début des années 1990, cette nouvelle génération, enthousiasmée par les possibilités qu'offre Internet pour se réaliser, est partie à la conquête des nouvelles technologies avec un succès tout à fait extraordinaire s'agissant de domaines n'ayant rien à voir avec les activités traditionnellement développées par leurs pères : la recherche génétique et la génétique appliquée (Decode Genetics), les médicaments génériques (Actavis), le business to business aéronautique (Aviation group), les nouvelles technologies appliquées à l'agroalimentaire (Marel), les jeux vidéo en ligne (CCP-Games), les énergies renouvelables (Geysir), la finance internationale, l'immobilier, les prothèses médicales (Ossur), la plasturgie (Promens), etc.

Voici donc un tout petit pays s'élançant vers l'Europe continentale et choisissant comme bases opérationnelles l'Angleterre (premier partenaire depuis le ravitaillement des troupes alliées en poissons pendant la Seconde Guerre mondiale), la France et les pays d'Europe du Nord. Près de 8 000 Français travaillaient ainsi pour des entreprises, filiales de sociétés islandaises (Labeyrie, Delpierre et Blini sont des filiales d'Alfesca ; Promens France, Actavis France, Gibaud sont des filiales d'Ossur ; Cinquième Saison est une filiale de Bakkavor, etc.).

Mais l'Islande devait faire face à son deuxième handicap pour le financement de son économie : la taille de sa population.

*\* Conseiller du Commerce Extérieur de la France*

*Président de la Chambre de Commerce Franco-Islandaise*

*Administrateur de l'Union des Chambres de Commerce Françaises à l'Étranger (UCCIFE)*

*Avocat*

Comme les banques islandaises ne pouvaient assurer leurs financements aux entreprises par elles-mêmes, c'est-à-dire grâce aux dépôts des foyers islandais, elles se sont très rapidement internationalisées pour accroître leur solvabilité. Elles ont ainsi ouvert des filiales en Angleterre, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et dans les pays nordiques. Ainsi, Landsbanki détenait 4,5 milliards de livres sterling collectés auprès de ses 300 000 clients britanniques au travers de sa filiale de gestion d'épargne par Internet ICESAVE. Cela ne pouvait suffire car la croissance internationale des banques islandaises était insuffisante pour satisfaire les besoins des conglomérats des jeunes oligarques islandais partis à la conquête de l'Europe et au-delà. Profitant de l'extrême liquidité du marché interbancaire qui régnait alors, les banques islandaises obtenaient facilement le refinancement de leurs engagements en faveur des entreprises islandaises.

Mais les refinancements accordés par leurs partenaires bancaires étaient à court terme, compte tenu de la jeunesse et de la solvabilité des banques islandaises, ce qui entraînait pour celles-ci un décalage entre les prêts accordés aux entreprises et aux particuliers à moyen et long terme et leurs refinancements. Un prêt à long terme peut être refinancé par une succession de prêts à court terme tant que dure la liquidité du marché interbancaire. Ce mécanisme est traditionnel et fait partie de la vie quotidienne des banques sur la scène internationale. D'autre part, les financements accordés par les banques islandaises aux particuliers et aux entreprises étaient en devises étrangères parce que liés aux contrats de refinancement sous-jacents accordés par les banques européennes (euro et franc suisse principalement). Ainsi, tous étaient exposés à un risque de change élevé.

En résumé, les banques islandaises ont fait leur métier de banque mais elles l'ont fait sans considérer les limites de l'exercice.

C'est alors qu'est survenue la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008. Cette faillite a engendré la défiance des banques les unes envers les autres et par voie de conséquence, l'assèchement du crédit interbancaire. Ainsi, les banques islandaises (Glitnir, Landsbanki et Kaupthing) se sont-elles trouvées privées de tout refinancement et sans possibilité de faire appel à leur banque centrale, trop faible compte tenu de la population du pays. Leur faillite a été précipitée par une série d'événements que nous retraçons ci-après.

L'histoire dira dans bien longtemps, si gérée autrement, cette catastrophe économique aurait pu être évitée.

La population islandaise, habituée au cinquième PIB/hab le plus élevé au monde, s'est-elle trouvée soudainement obligée de quémander pour pouvoir retirer de l'argent au guichet de ses banques ! La chronologie des événements financiers dramatiques des premiers jours d'octobre 2008 doit être retracée pour comprendre l'enchaînement infernal qui a conduit l'Islande au ban des nations occidentales.

Le 5 octobre 2008, face aux retraits massifs de fonds affectant Landsbanki en Angleterre, l'autorité de surveillance des banques de ce pays (FSA) exige de la maison mère islandaise qu'elle transfère sous vingt-quatre heures, 200 millions de livres sterling à sa succursale de Londres et 53 millions de livres sterling à sa filiale « Heritable ».

Le 6 octobre 2008, le Parlement vote les pleins pouvoirs au Premier ministre, Geir Haarde, pour gérer la crise des liquidités.

Le 7 octobre 2008, le gouvernement islandais annonce qu'il prend le contrôle de Landsbanki, dont il révoque les administrateurs, et nomme un comité dit de « résolution ». L'accès aux comptes de la filiale ICESAVE est subitement bloqué. Dans la soirée, le gouvernement islandais prend le contrôle de la banque Glitnir. Seule la troisième banque, Kaupthing, continue à fonctionner de manière indépendante.

Le 8 octobre 2008, les autorités britanniques, après avoir demandé en vain aux autorités islandaises leurs intentions s'agissant de la garantie des dépôts sur les comptes ICESAVE, recourent à leur législation antiterroriste pour bloquer tous les actifs de Landsbanki et de ses filiales en Angleterre et mettre un embargo sur tous les transferts financiers à destination ou en provenance de cette banque en Islande. L'autorité de surveillance des banques britannique déclare alors sur le fondement de la loi dite « Northern Rock » votée en 2008 que les filiales britanniques de Landsbanki et de Kaupthing sont insolubles et transfère derechef tous leurs avoirs à ING DIRECT, filiale britannique du groupe néerlandais ING. La banque Kaupthing est alors affectée par la panique qui gagne tous ses clients ce qui conduit le gouvernement islandais à en prendre le contrôle. L'ensemble du système bancaire (à l'exception de

quelques établissements de moindre taille) passe ainsi sous le contrôle et donc la responsabilité de l'Etat islandais.

Le 9 octobre 2008, le gouvernement islandais transfère les activités domestiques des trois banques à trois nouvelles banques : New Landsbanki, New Glitnir et New Kaupthing.

Pendant ces quelques jours, la couronne islandaise perd 70 % de sa valeur (300 % au cours off-shore). Un vent de panique s'abat sur la terre paisible d'Islande : les Islandais sont dans la rue, aux guichets des banques ou en train de manifester.

En application de la directive européenne du 30 mai 1994 relative à la garantie des dépôts en banque, les gouvernements britanniques et néerlandais exigent alors que l'Islande garantisse les dépôts de leurs ressortissants à concurrence de 20 000 euros par compte. Ils sont bientôt rejoints par le gouvernement allemand dont le pays compte 34 000 épargnants auprès de la filiale locale de Kaupthing.

Puis le gouvernement islandais, qui cherche à éviter que sa population panique, déclare que les dépôts des épargnants islandais seront totalement garantis. Cette déclaration provoque le durcissement de la position des pays cités ci-dessus qui réclament le même traitement pour leurs ressortissants par application du principe de non-discrimination qui prévaut dans l'Espace Economique Européen (AEE).

La problématique est ainsi posée: comment un pays de 320 000 habitants pourra-t-il supporter un tel fardeau, pire encore que celui imposé à l'Allemagne par le traité de Versailles en 1918 ?

L'égoïsme des Etats et la dure loi des rapports de force vont ainsi empoisonner l'économie islandaise que le FMI met sous respiration artificielle à l'aide d'une aide de 2,1 milliards d'euros dont une partie seulement est débloquée dans l'attente de la conclusion d'un accord intergouvernemental sur l'indemnisation des épargnants britanniques et néerlandais dit ICESAVE.

En attendant, l'économie plonge : le PIB se contracte fortement au quatrième trimestre 2008 pour atteindre 10 % en 2009, la consommation s'effondre, les magasins de produits d'importation soldent puis ferment, le chômage passe en quelques mois de 1 à 9 % et l'inflation accélère à 12,7 % en rythme annuel à cause de la dépréciation de la couronne.

L'état islandais est désormais exsangue.

Toute la vie politique islandaise tourne désormais autour d'ICESAVE, ce virus, issu notamment de la nationalisation de leurs banques, dont les Islandais ne savent pas comment se débarrasser. Ne tenant plus devant la pression de la rue, le gouvernement conservateur au pouvoir depuis quinze ans tombe. Il est remplacé le 1<sup>er</sup> février 2009 par un gouvernement socialiste-vert présidé par Jóhanna Sigurðardóttir. Les élections convoquées pour le 25 avril 2009 dégagent une majorité de gauche qui reconduit ce nouveau gouvernement. L'Islande s'engage résolument dans le processus d'adhésion à l'Union européenne.

Après d'âpres négociations, le gouvernement islandais accepte, sous réserve d'une ratification par son Parlement, de reconnaître une dette envers les Britanniques de 2,35 milliards de livres sterling soit 2,7 milliards d'euros et de 1,33 milliard d'euros à l'égard des Néerlandais avec un taux d'intérêt de 5,55 % par an. Au terme de cet accord, chaque Islandais, enfant, adulte ou vieillard aura une dette en capital de 12 500 euros à l'égard des Etats britanniques et néerlandais, soit plus de 40 000 euros par actif !

Le Parlement islandais vit alors dix semaines de débats houleux, au terme desquelles deux conditions sont posées à l'approbation de cet accord : que les paiements soient conditionnés à la constatation d'un certain niveau de croissance de l'économie islandaise et qu'une date butoir libère définitivement l'état islandais de son obligation soit l'année 2024. Finalement, l'accord ICESAVE a été rediscuté entre les gouvernements en marge du sommet des Nations unies du 22 septembre 2009 et un compromis semble avoir été trouvé pour tenir compte de la situation de l'Islande dans le rythme de remboursement de la dette et la nécessité d'une date butoir allant cependant au-delà de 2030. C'est donc la vie d'une génération entière qui sera conditionnée par cette dette.

Devant ce résultat, Bjarni Benediktsson, leader du Parti de l'indépendance (conservateur) a déclaré qu'il s'agissait d'une « humiliation pour l'Islande » sous-entendant que l'accord ICESAVE envenimera pour longtemps la vie politique islandaise et ses relations avec les gouvernements des pays qui en ont exigé les termes. La signature de cet accord si impitoyable soit-il, n'était-elle pas néanmoins le préalable indispensable au retour de l'Islande à une vie économique internationale normale ?

Beaucoup de jeunes quittent le pays, estimant ne plus y avoir d'avenir. Symbole de mesure international par son fameux « Big Mac », McDonald's a annoncé le 26 octobre 2009 son départ d'Islande bien que ses restaurants ne désemplassent pas. Mais ceux qui pensent que l'Islande est désormais hors jeu se trompent. Déjà, des signes de renouveau économique apparaissent qui déjouent les sombres pronostiques formulés au moment de la crise. Car l'Islande est ainsi : ingénieuse, dynamique, débrouillarde et surtout très éduquée.